

**Unité Départementale Aube – Haute-Marne** TROYES, le 17 octobre 2025

Nos réf. : SAU/OS/MI n° 25 - 568

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/09/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**MONNY Maxime**

Décharge – D189

Lieu-dit « Val Jean de Neuville »  
10110 VILLEMORIEN

Code AIOT : 0100038457

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17 septembre 2025 dans l'établissement MONNY Maxime implanté D189, Décharge, parcelle cadastrée 0B 579 vers le lieu dit "Val Jean de Neuville" - 10110 VILLEMORIEN. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La présente visite, réalisée le 17 septembre 2025, s'inscrit dans le cadre du suivi de l'arrêté de mise en demeure pris à l'encontre de Monsieur Maxime MONNY, propriétaire de la parcelle cadastrée 0B 579 située au lieu-dit « Val Jean de Neuville » sur la commune de VILLEMORIEN (10110).

Cette mise en demeure, faisant suite au rapport d'inspection du 18 janvier 2024, concernait l'exploitation d'une installation de stockage de déchets non autorisée au titre de la rubrique 2760 2.b de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE).

L'arrêté imposait notamment :

- le dépôt d'un dossier de régularisation ou la cessation d'activité dans un délai de six mois ;
- la mise en œuvre sans délai des mesures conservatoires, comprenant : • l'interdiction de tout nouvel apport de déchets et de tout brûlage, • la clôture et sécurisation du site, • la pose de trois piézomètres (un en amont hydraulique, deux en aval) afin d'assurer un suivi de la qualité des eaux souterraines.

L'objectif de la visite du 17 septembre 2025 était de vérifier l'exécution des prescriptions fixées par l'arrêté de mise en demeure et d'évaluer l'état actuel du site.

La visite s'est déroulée en l'absence de l'exploitant.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MONNY Maxime
- D189 - Décharge à VILLEMORIEN parcelle cadastrée 0B 579 vers le lieu-dit "Val Jean de Neuville" - 10110 VILLEMORIEN
- Code AIOT : 0100038457
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

**Contexte de l'inspection :**

- Récolement

**Thèmes de l'inspection :**

- Déchets
- Eaux souterraines
- Risque incendie
- Sécurité/sûreté

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :

- ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
- ◆ les observations éventuelles ;
- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Mise en demeure Régularisation administrative	AP de Mise en Demeure du 11/04/2024, article 1	Astreinte journalière	
5	Suivi environnemental Piézomètres et analyses des eaux	AP de Mise en Demeure du 11/04/2024, article 2 alinéa 2	Astreinte journalière	

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Interdiction de réception de déchets	AP de Mise en Demeure du 11/04/2024, article 2 alinéa 1 point 1	Levée partielle de mise en demeure
3	Clôture et sécurisation du site	AP de Mise en Demeure du 11/04/2024, article 2 alinéa 1 point 2	Levée partielle de mise en demeure

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Interdiction de brûlage	AP de Mise en Demeure du 11/04/2024, article 2 alinéa 1 point 3	Levée partielle de mise en demeure

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite de récolement du 17 septembre 2025 a permis de constater que le site ne présente plus d'activité ni d'apports récents de déchets. Les mesures de clôture et d'interdiction de brûlage sont effectives. En revanche, aucune régularisation administrative n'a été engagée et les piézomètres prescrits n'ont pas été installés et a fortiori le suivi des eaux souterraines.

Le site a fait l'objet d'une régularisation partielle, certaines prescriptions de l'arrêté de mise en demeure n'ayant pas encore été mises en œuvre.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Mise en demeure – Régularisation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 11/04/2024, article 1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Autorisation / Cessation d'activité
<b>Prescription contrôlée :</b> Déposer un dossier de demande d'autorisation au titre de la rubrique 2760-2 b de la nomenclature ICPE, dans les formes fixées par le code de l'environnement. Ou procéder à une cessation d'activité conformément à l'article R.512-39. Délai : 6 mois.
<b>Constats :</b> À ce jour, aucune démarche n'a été engagée en vue du dépôt d'un dossier de demande d'autorisation au titre de la rubrique 2760-2 b, ni pour la cessation d'activité conformément à l'article R.512-39 du code de l'environnement. Aucun élément ne permet d'attester du respect de cette prescription, qui demeure donc non satisfaite à ce jour.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Astreinte journalière

#### N° 2 : Interdiction de réception de déchets

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 11/04/2024, article 2 alinéa 1 point 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Réception et stockage
<b>Prescription contrôlée :</b> Sans délai : Toute réception de déchets sur les parcelles susmentionnées est interdite.
<b>Constats :</b> Lors de la vérification effectuée sur site, la quasi-totalité des déchets précédemment observés a été retirée. Seuls quelques éléments résiduels, sans incidence notable, ont été observés ponctuellement. La prescription relative à l'interdiction de réception de déchets peut être considérée comme respectée à ce jour.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Clôture et sécurisation du site**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 11/04/2024, article 2 alinéa 1 point 2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accès et protection
<b>Prescription contrôlée :</b> Sans délai : Le site doit être clôturé et rendu inaccessible.
<b>Constats :</b> Le site a fait l'objet de mesures visant à en limiter l'accès. Des blocs de béton ont été installés en bordure d'accès, ainsi qu'un grillage muni d'un portillon. Deux panneaux portant la mention « <i>dépôt de déchets verts ou ordures interdit</i> » sont fixés sur le portillon.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Interdiction de brûlage**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 11/04/2024, article 2 alinéa 1 point 3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie / sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b> Sans délai : Tout brûlage est interdit.
<b>Constats :</b> Aucune trace de brûlage n'a été observée lors de la visite du site. Le sol ne présente ni zones noircies, ni amas de cendres ou de résidus caractéristiques d'un feu récent ou ancien.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Suivi environnemental – Piézomètres et analyses des eaux**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 11/04/2024, article 2 alinéa 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suivi des eaux souterraines
<b>Prescription contrôlée :</b> Sous 3 mois : Pose de 3 piézomètres dont 1 implanté en amont hydraulique et 2 en aval hydraulique. L'implantation de ces piézomètres est déterminée par un hydrogéologue agréé. Le suivi des eaux souterraines est réalisé pendant 4 ans a minima semestriellement. Les paramètres suivis sont suivis : pH, Conductivité, ETM, HTC, BTEX. Le rapport d'analyse est transmis à l'inspection des installations classées le mois suivant la réalisation des mesures et les résultats sont analysés.
<b>Constats :</b> Aucun piézomètre n'a été observé sur le site lors de la visite. À la connaissance de l'inspection, aucun rapport d'analyse n'a été transmis depuis la mise en demeure. Aucun élément ne permet donc d'attester de la mise en œuvre du dispositif de suivi piézométrique prescrit et a fortiori du suivi des eaux souterraines.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Astreinte journalière